



Le 15/10/2010

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Décret SMAD : Cohérence, Convergence, Urgence

À l'issue de la publication de l'avis du CSA sur le projet de décret SMAD, le Ministère de la Culture a souhaité recueillir les positions des parties intéressées.

C'est en 2005, à Liverpool, que l'Union Européenne s'est orientée vers l'élargissement aux nouveaux médias du cadre réglementaire instauré par la directive « Télévision sans Frontières » de 1989. La décision a été prise, avec l'appui actif de la France, après de longs débats. Cet élargissement a été effectué par une directive en 2008, laquelle a été transposée en France, dans son principe, par la loi du 4 mars 2009. Le décret en question est l'un des derniers actes de mise en œuvre de cette loi. Il est donc l'aboutissement direct du choix européen de 2005.

Il faut être en cohérence avec une ligne suivie depuis plus de 20 ans.

En 2005, la transmission non linéaire d'images était une réalité technique, mais une pratique encore marginale. Internet était pour l'essentiel un système de distribution d'informations et de textes. Pourtant, le choix de Liverpool était le bon : chaque jour, la part des images consommées sous forme non linéaire s'accroît, et les frontières entre les deux modes de consommation s'atténuent, voire disparaissent presque complètement, comme c'est le cas avec la télévision de rattrapage. Internet est devenu majoritairement un support de distribution d'images.

Les enfants d'aujourd'hui regardent, sur l'un ou l'autre des terminaux familiaux, les mêmes programmes, sur des chaînes thématiques ou sur des services de vidéo à la demande gratuits ou par abonnement. Si ces services sont directement concurrents, il est indispensable que les conditions réglementaires qui leur sont appliquées soient équivalentes.

Tout indique qu'il est absurde de prétendre établir une cloison étanche entre les deux modes de consommation. Au contraire, il faut mettre en place un mécanisme qui conduit à la convergence des cadres réglementaires. Sur ce point, le décret aurait même pu aller plus loin. Le point de rencontre envisagé après une première période de mise en œuvre permettra d'être plus audacieux.

Au demeurant, le modèle économique de la vidéo à la demande n'est pas établi ni consolidé, et il faudra du temps pour qu'il le soit. Mais il importe de rappeler, en réponse notamment à la Fédération Française des Télécoms, le sens et la portée des obligations de production.

.../2

Les quotas de production ne sont pas une taxe. Ils n'ont pour effet que d'orienter vers les programmes français et européens des dépenses d'acquisition ou de rémunération de droits qui s'imposent aux services en tout état de cause pour constituer leur offre. Assis, quant à leur montant, sur les recettes de l'exercice précédent, ils n'ont pas d'impact significatif sur le modèle économique. En outre, ils sont par nature moins pesants pour les assujettis en période de croissance. Les chaînes thématiques, comme celles de la TNT, ont eu à appliquer les quotas de production dès le premier euro de chiffre d'affaires et ce, bien avant de devenir rentables.

En prenant en compte l'ensemble des dépenses d'acquisition de droits, le projet de décret répond à juste titre à la demande principale de l'ensemble des assujettis. Il représente donc un point d'équilibre qu'il faut préserver.

Il y a urgence. La finalisation et la publication du décret doivent être menées sans délai à leur terme.